

Commission: Conseil de sécurité

Question: Faut-il donner un pouvoir exécutif à l'Assemblée générale de l'ONU?

Auteur: Bolivie

Le lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, l'Organisation des Nations Unies fut créée par les Alliés, celle-ci avait comme cible fondamentale celle de préserver la paix mondiale. Pour y parvenir, de nombreux organismes internes ont été fondés, entre eux le Conseil de Sécurité et l'Assemblée générale. De nos jours, soixante-treize ans après, dans un monde en constante évolution qui se métamorphose tout le temps, ces organes n'ont toujours pas changé.

La Bolivie, un pays plurinational qui a souffert le joug de la colonisation sait de source sûre quand les systèmes politiques doivent changer. Par conséquence de cette colonisation, des structures de domination de la part des colonisateurs ont été créées dans notre pays qui ont persisté jusqu'à l'arrivée de notre gouvernement qui est en train de les pallier même de les faire disparaître. On veut que toutes les ethnies qui composent notre pays aient une voix dans notre État.

La volonté de notre pays n'est autre que de montrer que ces structures de domination ne sont pas seulement présentes à niveau nationale mais aussi à niveau internationale. L'ONU n'est juste qu'un exemple entre beaucoup d'autres de cette domination. Quelques pays gagnants de la guerre ont eux-mêmes établi un ordre politique et sociale en formant le groupe permanent du conseil de sécurité qui bénéficient aussi du droit de veto. Pourtant, on ne veut pas seulement faire prendre conscience aux autres pays de ce problème mais on veut que cet ordre internationale change.

L'un des principaux problèmes de l'organisation internationale actuelle est que le pouvoir se partage entre quelques pays, mais la voix de tout le monde n'est pas entendue. Notre pays, par ses faits passés et son expérience comme ancienne colonie qui a dû créer un système politique en se basant sur aucun fondement, peut apporter ses connaissances pour créer un nouvel ordre politique internationale. Elle a parvenu à donner une voix à tous les ethnies qui composent le pays même si dans le passé elles n'étaient point représentées dans les affaires politiques du pays. En effet, en 2006 on a changé la totalité des structures politiques pour que tous les habitants de la République Plurinationale de Bolivie aient le droit de décider ce qu'ils veulent pour le futur de leur pays.

Pour pouvoir réduire les inégalités mondiales, la Bolivie propose un changement dans le fonctionnement de l'ONU. On appuie un système qui accorde le droit de veto à l'Assemblée Générale sur les résolutions prises par le Conseil de Sécurité. De plus, ce dernier devra être réformé. La Bolivie est consciente du fait que démocratiser complètement cette organisation est une utopie mais elle veut s'approcher le plus de cette idée. Pour y parvenir, on suggère que tous les groupes géographiques avec des intérêts plus ou moins homogènes soient représentés. Par ailleurs, quelques

pays seraient maintenus comme membres permanents. On propose comme membres permanents du Conseil de Sécurité: la Chine, les États-Unis, le Japon, la Russie, un représentant de l'Amérique du Sud, un autre du centre de l'Amérique, les Caraïbes et le Canada, un autre de l'Afrique Subsaharienne, un représentant du reste des pays d'Afrique, un autre d'Asie (sauf la Chine et le Japon). De plus, un représentant d'Océanie, un autre de l'Union Européenne et un dernier des autres pays européens (sans compter la Russie) seraient attendus dans ce Conseil. On est plainement conscient du risque d'avoir des zones et des intérêts surreprésentés mais notre volonté est celle d'avancé jusqu'un point de démocratisation globale.